

Transition écologique : penser un "après" écologique

Note de cadrage du groupe de travail pour le Bureau exécutif du 27 avril 2020

La crise sanitaire que nous connaissons comporte, tant dans son origine que dans ses conséquences, une dimension écologique indéniable. La situation nous rappelle que les atteintes à l'environnement et à la biodiversité, même lointaines, nous exposent et sont des menaces sérieuses qu'on ne peut plus ignorer. La déforestation, le trafic d'espèces protégées, les pratiques d'agriculture intensive contribuent à l'émergence des pandémies et au développement de nombreux problèmes dits de « santé environnementale ».

Dans le même temps, l'urgence climatique demeure, et avec elle son lot de catastrophes, inondations, sécheresse, incendies et migrations climatiques, inévitables -si nous ne parvenons à tenir nos objectifs en termes de réduction de nos émissions de gaz à effets de serre, de préservation des milieux et autres choix d'infrastructures bas carbone permettant de nous adapter.

Dans cette double crise, économique-financière et sanitaire-environnementale, tenus de faire face à de si nombreuses vulnérabilités, nous sommes amenés à reconsidérer avec volontarisme et détermination la transition qui s'impose. La crise du COVID-19 à l'œuvre aurait finalement ceci de bon qu'elle renforce chez nos concitoyens la nécessité et le souhait d'un **pays plus résilient** et réaffirme le rôle et le besoin d'un **État protecteur**.

Dans ce retour à l'essentiel, nous vivons d'abord une expérience collective de **sobriété**, contrainte peut-être, mais qui face aux drames et angoisses qui nous traversent, rend chaque jour la surconsommation plus futile, comme l'obsolescence programmée nous est devenue insupportable. Pour beaucoup, cette période de confinement marque le début d'une prise de conscience globale sur notre vulnérabilité face aux éléments. Les risques auxquels la surexploitation des ressources nous expose, les craintes de pénurie sur les produits vitaux et essentiels, le besoin de sûreté et de qualité permettent de mesurer le véritable prix des choses et donne un nouveau sens au « coût », comme au goût de la vie. Cette prise de conscience collective pourrait ainsi permettre le passage d'une sobriété « subie » à une sobriété « choisie », à la fois libératrice et impérative pour revenir à l'équilibre entre ce que nous prenons à la Terre et ce qu'elle peut nous donner.

Autre enjeu majeur de la crise que nous vivons, la possibilité même de nous approvisionner, de disposer des ressources vitales, modes de production et matières premières essentielles dans une économie mondialisée, nous appelle à repenser notre **souveraineté**. Il ne s'agit pas de prôner le repli ni la défiance des souverainistes, mais au contraire une politique agricole, industrielle et commerciale française et européenne basée sur des interdépendances saines, en phase avec nos engagements sociaux et environnementaux.

Confortablement confinés ou pas, connectés ou pas, avec ou sans moyens de transport...malgré les efforts considérables que tous les pays déploient pour plus de justice sociale, les crises sanitaires comme celles liées au changement climatique impacteront malheureusement toujours en premier les populations les plus fragiles. La transition que nous voulons doit être celle de tous, cette **solidarité** n'est pas seulement souhaitable, elle

est impérative car seule garante d'une mobilisation collective à retrouver des équilibres, entre bénéfices attendus et acceptation des contraintes.

Notre fiscalité écologique doit être repensée dans un équilibre constant entre transition et solidarité, équitable et juste, avec un accompagnement là où de besoin et des compensations aux personnes et secteurs qui s'y engagent pleinement. Cet engagement de tous implique confiance, participation et recherche de consensus, pour retisser du lien, chemin dans lequel nous aurons tous, élus, citoyens, entreprises, scientifiques, ONG, notre part et notre voix.

Enfin, il ne s'agit pas ici d'inventer le jour d'après, comme une belle histoire sans lendemain, mais de faire le choix du monde d'après, un projet global, rationnel, déterminé et pragmatique. Le choc que nous vivons, les alertes scientifiques, colères sociales et tempêtes qui s'annoncent rendent simplement notre modèle intenable. Nous vivons cet incroyable moment de l'histoire comme l'opportunité d'un changement de trajectoire, vers un mode de vie souhaitable dans un monde durable.

Cette **soutenabilité** ne se fera pas en un jour, mais doit dès à présent marquer nos choix. Politiques publiques, stratégies industrielle, agricole, énergétique, planification, fiscalité, éducation, recherche, innovation... à horizon 2050 et notre neutralité carbone, avec comme points d'étape les 17 cibles ODD, les Objectifs Développement Durable de l'ONU, la feuille de route est claire.

Sobriété, Souveraineté, Solidarité et Soutenabilité, ces objectifs, **les 4S**, sont les 4 piliers d'un projet dont ils assurent mutuellement l'équilibre. Ils devront s'observer en chacun des aspects de notre quotidien et dans toutes nos propositions.

Dans les semaines qui viennent, nous mettrons au débat des propositions opérationnelles pour décliner ces objectifs au regard de ce que les comités et questionnaires adressés aux militants auront souligné.

Nous prendrons également acte des propositions de la Convention Citoyenne, du Haut Conseil pour le Climat et des multiples plateformes, experts et initiatives citoyennes qui souhaitent apporter leurs contributions à cette ambition et travaillerons en concertation avec nos élus et partenaires européens et des différents niveaux de collectivités territoriales.